Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 286 433 du 21 mars 2023
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître D. ANDRIEN
Mont Saint-Martin 22
4000 LIÈGE

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 juillet 2022, par Monsieur X, qui déclare être de nationalité tunisienne, tendant à la suspension et l'annulation des « *décisions du 11 juillet 2022, refus de séjour pour motifs exceptionnels et ordre de quitter, notifiés ensemble le 20 juillet 2022* ».

Vu le titre I^{er} *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 19 décembre 2022 convoquant les parties à l'audience du 7 février 2023.

Entendue, en son rapport, M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendus, en leurs observations, Me M. BOTTIN *loco* Me D. ANDRIEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me K. de HAES *loco* Me C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date que le dossier administratif ne permet pas de préciser.

1.2. Le 29 avril 2021, il a introduit une demande de régularisation sur la base de l'article 9*bis* de la Loi.

1.3. Cette demande a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité et d'un ordre de quitter le territoire, pris le 11 juillet 2022 et notifiés le 20 juillet 2022. Il s'agit des actes attaqués, lesquels sont motivés comme suit :

S'agissant du premier acte attaqué :

« Me référant à la demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, tel qu'inséré par l'article 4 de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980, qui vous a été adressée le 29.04.2021 (+ compléments des 18.10.2021 et 28.03.2022) par

(…)
Né à (…) le (…)
Nationalité : Tunisie
Adresse : (…)

Je vous informe que la requête est irrecevable.

MOTIFS : ***Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.***

Notons à titre informatif que le requérant déclare, dans sa demande 9bis : « En 2012, Monsieur (…) est arrivé en Belgique en possession de son passeport, qu'il a renouvelé à deux reprises auprès de son ambassade à Bruxelles. Il venait rejoindre sa sœur établie en Belgique, veuve et malade ». Selon les documents en possession de l'Office des Etrangers (déclaration d'arrivée à Bruxelles n°2013/578), Monsieur déclare être arrivé le 22.08.2013 ; il était alors en possession d'un titre de séjour illimité en Italie (N°…). Il a fait une seconde déclaration d'arrivée le 18.02.2014 (déclaration d'arrivée à Bruxelles n°2014/67).

Le requérant invoque son séjour (10 ans) en Belgique et son intégration comme circonstances exceptionnelles. Il fait valoir avoir un ancrage local durable, illustré par le fait : qu'il parle le français (attestations du Centre social du Béguinage) ; qu'il produit de nombreux témoignages de soutien ; qu'il a des promesses d'embauche de la SPRL (…) (20.04.2021) en tant qu'équipier polyvalent et de la pâtisserie (…) du 25.09.2021 (réitérée le 01.03.2022); qu'il produit un rapport médical (admission aux urgences à l'hôpital Saint-Jean à Bruxelles le 15.12.2014 + prescription de médicaments) ; qu'il a bénéficié de l'aide médicale urgente du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean (rendez-vous au CPAS le 04.04.2017 + attestations des 22.09.2021 et 10.02.2022) ; qu'il a un compte en banque chez Belfius. Par rapport au travail, Monsieur invoque l'article 15 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE et l'instruction de juillet 2009.
Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on n'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il

en résulte que la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat - Arrêt n° 100.223 du 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).
De plus, la longueur du séjour et l'intégration n'empêchent pas la réalisation d'un ou plusieurs départs temporaires à l'étranger pour obtenir l'autorisation de séjour. En effet, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que « quant à l'intégration du requérant dans le Royaume, (...) il s'agit d'un élément tendant à prouver tout au plus la volonté de la partie requérante de séjourner sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour (CCE Arrêt 161213 du 02/02/2016, CCE arrêt n°159783 du 13/01/2016 CCE arrêt 158892 du 15/12/2015).
Concernant les éléments d'intégration, à savoir le fait d'avoir un ancrage local durable, d'avoir suivi des cours de français, de produire de nombreux témoignages de soutien, d'avoir été bénéficié de soins de santé et de l'aide médicale urgente ; d'avoir un compte en banque en Belgique ; notons que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (Conseil d'Etat - Arrêt n° 109.765 du 13.08.2002).
Quant à la volonté de travailler, le requérant ne dispose pas de l'autorisation de travail requise et ne peut dès lors pas exercer la moindre activité lucrative sur le territoire. En effet, l'exercice d'une activité professionnelle à venir, n'est pas un élément révélateur d'une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans le pays d'origine ou de résidence à l'étranger afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. Les promesses d'embauche produites ne permettent pas d'établir l'existence d'une circonstance exceptionnelle. L'art. 15 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE relatif à la liberté professionnelle et au droit de travailler n'est pas violé puisque le requérant ne dispose pas d'une autorisation de travail. Quant à l'instruction de juillet 2009, elle a été annulée par le Conseil d'Etat, par un arrêt n°198.769 du 9 décembre 2009. L'annulation d'un acte administratif (par le Conseil d'Etat) fait disparaître cet acte de l'ordonnancement juridique, avec effet rétroactif et vaut erga omnes.

Monsieur invoque être venu en Belgique rejoindre sa sœur (Madame …, nationalité belge), veuve depuis 15 ans (attesté par une composition de ménage de la Ville de Liège en date du 14.02.2022) et malade (rapport médical du dr. … du 15.03.2021). Madame déclare n'avoir aucune autre famille en Belgique (lettre du 21.02.2022). Monsieur est d'une aide essentielle aux tâches quotidiennes de Madame ; en contrepartie, elle le prend en charge financièrement (attesté par des extraits de compte et une fiche de paie). Monsieur invoque l'art. 8 de la de la Convention européenne des Droit de l'Homme et l'art. 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.
Notons que le rapport médical du dr. … mentionne que Madame « a actuellement 65 ans, et une aide de tiers serait la bienvenue, par exemple par son frère (elle me signale qu'il est disponible) ». L'intéressé ne démontre pas que sa sœur ne pourrait pas être aidée, au jour le jour, par différentes associations. Ainsi, en Belgique, de nombreuses associations sont disponibles pour les soins à domicile, pour la distribution de repas chauds à domicile, pour la présence d'une aide-ménagère et/ou familiale (voir : CPAS, sites internet : http://sweeli.Quidesocial.be). Soulignons que, dans les démarches à accomplir pour bénéficier de l'aide de ces différentes associations, la sœur de l'intéressé peut également faire appel à sa Mutuelle. Notons enfin que des services de télé-vigilance sont disponibles pour un maintien à domicile en toute sécurité, si Monsieur l'estime nécessaire. Monsieur ne démontre pas être la seule personne pouvant aider sa sœur. De plus, rien n'empêche Monsieur d'effectuer de courts séjours sur le territoire, muni de l'autorisation requise, le

temps de l'examen de sa demande pour long séjour au pays d'origine ou de résidence à l'étranger.
Quant au droit à la vie privée et familiale (art. 8 de la Convention européenne des Droit de l'Homme et art. 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE), s'il est admis que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger, la situation familiale du requérant, ne saurait empêcher celui-ci de retourner temporairement dans son pays d'origine ou de résidence pour le faire (Conseil d'État - Arrêt n" 120.020 du 27/05/2003). Cela n'emporte pas une rupture des attaches qui le lient au sol belge, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, Audience Publique des Référés du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés ; Conseil d'État - Arrêt n° 133485 du 02/07/2004). En effet, l'absence de l'intéressé ne serait que temporaire (le temps d'obtenir les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique). Par ailleurs, il appartient à l'étranger de démontrer au sein de sa requête s'il existe une vie familiale et/ou privée. S'agissant de l'argumentation fondée sur l'article 8 de la CEDH, le Conseil du Contentieux des Etrangers soutient que lorsque la partie requérante allègue une violation de cette disposition, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et/ou familiale qu'elle invoque (C.C.E., arrêt n°229 956 du 9 décembre 2019).
Notons à titre informatif que Monsieur ne mentionne pas dans sa demande depuis quand il est venu s'installer chez sa sœur (en région liégeoise, à Angleur). Cela ne peut être que très récent compte tenu du fait que Monsieur a vécu 9 ans à Bruxelles. Monsieur a en effet établi le centre de ses intérêts à Bruxelles depuis son arrivée en Belgique ainsi qu'en atteste les nombreux témoignages de soutien qu'il produit. Relevons en particulier les témoignages de Madame (…) qui dit, le 10.04.2021, qu'elle et l'intéressé sont voisins depuis 9 ans à Bruxelles ainsi que le témoignage de Monsieur et Madame (…), le 24.09.2021, disant connaître « très bien Monsieur (…) pour l'aide apportée à notre immeuble à la rue de (…) [sic, à Bruxelles]. Monsieur (…) est bien connu dans la rue (…) pour sa gentillesse et son civisme » (le couple reproduit le même témoignage le 11.02.2022 en mentionnant que « Monsieur (…) est bien connu dans la rue pour sa gentillesse et son civisme »). Les promesses d'embauche du 20.04.2021 de la SPRL (…) en tant qu'équipier polyvalent et du 25.09.2021 (réitérée le 01.03.2022) de la pâtisserie (…) concernent toutes les deux des emplois dans le centre de Bruxelles. Les attestations du CPAS des 22.09.2021 et 10.02.2022 sur l'aide médicale urgente octroyée à Monsieur sont toujours envoyées à son adresse à Bruxelles. Les attestations de suivi de cours de français au Centre social du Béguinage à Bruxelles en date des 17.07.2020 et 20.09.2021 renseignent que Monsieur est domicilié à Bruxelles ; ce n'est que l'attestation du 10.02.2022 qui le dit domicilié à Liège. Enfin, relevons que le « Certificate issuer » du certificat de vaccination contre la Covid-19 fait en juillet 2021 indique la « Cocom » et donc la région bruxelloise. Il appert donc que Monsieur a déménagé très peu de temps avant l'introduction de sa demande 9bis et qu'après celle-ci il a conservé le centre de ses intérêts à Bruxelles. Monsieur ne démontre pas suffisamment avoir l'intention de s'établir durablement auprès de sa sœur qu'il invoque comme principale raison à l'introduction de sa demande 9bis. Par ailleurs, Madame est veuve depuis 15 ans déjà et est suivie médicalement depuis 30 ans (cf. rapport médical du dr. (…) du 15.03.2021). Il n'est pas fait mention d'une évolution dans la situation de sa sœur. Cet argument ne peut donc être constitutif d'une circonstance exceptionnelle.

Le requérant invoque l'art. 6.4 de la « directive retour ».
Il convient tout d'abord de rappeler que la procédure visée à l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne constitue pas une transposition de l'article 6.4 de la de la directive 2008/115/CE, dès lors que cette procédure est issue de l'ancien article 9, alinéa 3 de la même loi, lequel est antérieur à la directive suscitée. Il doit par conséquent être interprété de façon autonome et en référence au seul droit interne. L'article 6.4 de la directive

2008/115/CE offre une simple faculté aux Etats membres d'accorder un séjour pour des raisons « charitables, humanitaires ou autres » aux ressortissants d'Etats tiers en séjour irrégulier sur leur territoire. Il ne peut en effet nullement être déduit des termes de l'article ainsi invoqué par la partie requérante une obligation à charge des Etats membres d'examiner lesdits éléments en vue d'accorder un titre de séjour sur cette base.
Dès lors, l'article 6.4 de la directive 2008/115 n'a pas pour objet de prévoir la possibilité pour un Etat membre d'octroyer un titre de séjour pour motifs humanitaires, charitables ou autres, mais de prévoir les conséquences d'une telle décision sur la prise d'une « décision de retour » au sens de ladite directive. Le Conseil d'Etat a considéré à cet égard, dans son arrêt n° 239.999 du 28 novembre 2017 qu' « Il est manifeste que l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE n'a pas pour objet d'imposer aux États membres de prévoir dans leur droit interne la possibilité d'accorder un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres. Cette disposition ne prescrit pas d'obligation aux États membres mais leur offre seulement à la faculté de déroger à l'obligation que leur impose l'article 6.1 de la directive précitée » et a précisé que l'exception visée à l'article 6.4 précité a pour objet de permettre « [...) aux États membres de ne pas prendre de décision de retour ainsi que de suspendre ou d'annuler une telle décision déjà adoptée lorsqu'ils décident d'octroyer un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres à un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire ».
Ainsi, outre le fait que l'article 9bis ne constitue pas, en tant que tel, une mise en œuvre de l'article 6.4 de la directive 2008/115, il convient de constater que les décisions prises en vertu de cette disposition n'ont pas pour objet de « mettre fin au séjour irrégulier ». Il ne saurait dès lors être déduit de cet article et de ce considérant que la notion de « circonstance exceptionnelle » visée à l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 devrait être définie de manière plus précise par le législateur belge (CCE Arrêt n° 243 861 du 10 novembre 2020).

Le requérant invoque également le droit à la dignité humaine (art. 1er de la Charte des droits fondamentaux de l'UE).
Rappelons que c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter lui-même la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, et non à l'administration à se substituer à cet égard à la partie requérante en recherchant d'éventuels arguments en sa faveur (CCE, arrêt de rejet 258649 du 26 juillet 2021).
Notons que l'intéressé est en séjour illégal sur le territoire depuis près de 10 ans et qu'il n'a, à aucun moment et comme il est de règle, tenté de lever une autorisation de séjour provisoire de plus de trois mois. Aussi est-il à l'origine du préjudice qu'il invoque, comme en témoigne une jurisprudence constante du Conseil d'Etat (arrêt n° 95.400 du 03/04/2002, arrêt n° 117.448 du 24/03/2002 et arrêt n° 117.410 du 21/03/2003). En effet, un principe général de droit que traduit l'adage latin « Nemo auditur propriam turpitudinem allegans », personne ne peut invoquer sa propre faute pour justifier le droit qu'il revendique (Liège (1ère ch.), 23 octobre 2006, SPF Intérieur c. STEPANOV Pavel, inéd., 2005/RF/308).

Le requérant invoque la pandémie de Covid-19 : l'arrêté ministériel du 28.10.2020, art. 21§1er interdit tous les voyages non essentiels vers l'étranger. Ces derniers sont définis dans l'annexe 2 dudit arrêté ministériel, le fait de retourner chercher un visa n'y figure pas.
Notons que depuis l'introduction de la demande, la situation sanitaire s'est nettement améliorée. Ainsi que le note le site du Ministère des Affaires étrangères belge : « Les voyages non essentiels depuis la Belgique vers les pays en dehors de l'Union européenne sont vivement déconseillés aux voyageurs non vaccinés. Toute personne arrivant en Tunisie doit respecter les mesures suivantes : Se soumettre aux tests rapides obligatoires à l'arrivée.
Les personnes testées positives doivent effectuer un autoconfinement de minimum 5 jours. Vous avez un certificat de vaccination valable ? Si vous avez un certificat de vaccination valable, aucune autre mesure n'est d'application. Le certificat de vaccination

est valable à partir de 14 jours (Janssen/Johnson&Johnson: 28 jours) après l'achèvement du schéma de vaccination »(https://Diplomatie.belgium.be/fr/Davs/tunisie/voyager-en-tunisie-conseils-aux-vovageurs/derniere-mise-jour-covid-19-en-tunisie).
Monsieur a fourni à l'appui de sa demande son certificat numérique européen Covid (juillet 2021). Monsieur peut donc sans difficulté retourner au pays d'origine ou de résidence à l'étranger.
La situation sanitaire due au virus COVID-19 ne constitue donc pas en soi une circonstance exceptionnelle rendant impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire du requérant dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour (CCE, arrêt de rejet 253069 du 20 avril 2021).

Il importe de rappeler que la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui fixe les conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur le territoire. Dès lors en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, il ne leur est demandé que de se soumettre à la Loi. »

S'agissant du second acte attaqué :

« Ordre de quitter le territoire

Il est enjoint à Monsieur, qui déclare se nommer :
nom, prénom : (…)
date de naissance : (…)
lieu de naissance : (…)
nationalité : Tunisie
de quitter le territoire de la Belgique, ainsi que le territoire des États qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen, sauf s'il possède les documents requis pour s'y rendre, dans les 30 jours de la notification de décision.

MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:

- *En vertu de l'article 7, alinéa 1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :*
  Monsieur déclare être arrivé en Belgique en 2012. Selon le dossier administratif, il a fait une déclaration d'arrivée le 22.08.2013 (autorisé au séjour jusqu'au 21.11.2013) et une déclaration d'arrivée le 18.02.2014 (autorisé au séjour jusqu'au 18.05.2014). Il est actuellement en séjour illégal.

(…). »

2. Remarque préalable

2.1. Lors de l'audience, la partie requérante dépose une note en réplique à la note d'observations, que la partie défenderesse demande d'écarter des débats.

2.2. Le Conseil rappelle que le dépôt d'une « note en réplique » n'est pas prévu par le Règlement de procédure. Cependant, dans la mesure où cette note constitue le reflet de la plaidoirie de la partie requérante à l'audience, elle est prise en compte, non comme une

pièce de procédure, mais uniquement à titre d'information dans le cadre de l'analyse du recours (en ce sens, C.E., 1er juin 2011, n° 213.632; C.E., 19 novembre 2014, n° 229.211; C.E., 19février 2015, n° 230.257 ; C.E., 22 septembre 2015, n° 232.271 ; C.E., 4 août 2016, n° 235.582).

3. Exposé du moyen d'annulation

3.1. La partie requérante prend un moyen unique tiré de la « *Violation des articles 2 et 8 CEDH, 2,20, 21, 35 et 37 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union, 5,6, 12.1 et 13 de la directive 2008/115/CE lus avec ses 6ème et 24ème considérants, de l'Accord de Paris de 2015 sur le climat, 10, 11 et 22 de la Constitution, 7, 9bis, 62 §2 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, l'établissement, le séjour et l'éloignement des étrangers, lus en conformité avec les articles précités de la directive retour, ainsi que du principe prohibant l'arbitraire administratif, des principes d'égalité, de non-discrimination et de sécurité juridique, ainsi que des principes généraux du droit de l'Union européenne prescrivant que les décisions prises doivent l'être au cas par cas et tenir compte de critères objectifs , de l'absence de base réglementaire et du principe de proportionnalité* ».

3.2. Dans une première branche, la partie requérante soulève l'absence de base réglementaire. Elle explique que « *Toute décision administrative doit avoir une base non seulement légale, mais réglementaire; il s'agit d'une question d'ordre public* ».
Elle cite le rapport au Roi de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (supplément du MB du 27 octobre 1981) selon lequel « *les multiples garanties organisées par la loi ont été matérialisées par la remise à l'étranger de divers documents dont les modèles ont été repris en annexe de l'arrêté royal... E. Annexes ...En ce qui concerne les autres annexes, elles s'inscrivent dans l'esprit de la loi en matérialisant les diverses garanties qui y sont organisées. Il est ainsi répondu notamment au prescrit des articles 62 et 63 de la loi qui prévoit la motivation des décisions administratives, la notification de ces décisions par la remise d'une copie à l'étranger ainsi que l'indication des recours prévus par la loi* ».
Elle indique que « *La sécurité juridique n'est pas assurée si l'Etat est libre de mettre fin au séjour sur base d'un modèle créé selon son inspiration du moment. En l'espèce, le premier acte attaqué, au contraire de l'ordre de quitter, n'est rédigé sur le modèle d'aucune annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1981 et n'a donc aucune base réglementaire. La première décision étant illégale pour ce motif, la seconde qui l'exécute l'est également par répercussion* ».

3.3. Dans une deuxième branche, la partie requérante soulève la « *violation des principes de sécurité juridique, d'égalité et de non-discrimination et de transparence* ».
Elle rappelle le contenu de l'article 9*bis* §1er de la Loi et note que « *Selon la décision, le long séjour, l'intégration, les liens affectifs et sociaux, le travail passé et potentiel ... ne constituent pas des circonstances exceptionnelles, mais «Ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour». Cependant, la décision n'indique pas quelles sont ces circonstances, se contentant d'affirmer que celles invoquées par le requérant ne permettent pas de faire droit à la demande, méconnaissant à tout le moins l'article 62§2 de la loi* ».
Elle estime que « *L'article 9bis diffère des autres dispositions de la loi sur les étrangers qui énoncent clairement les conditions positives à remplir pour revendiquer les statuts qu'elles régissent (…) Cette différence, qui se répercute dans la décision attaquée, méconnait les principes d'égalité et de non-discrimination, puisque les requérants ne peuvent comprendre quel critère prévisible et objectif ils auraient pu invoquer pour obtenir une réponse positive* ».

Elle cite l'avis 39.718/AG du Conseil d'Etat qui relève que « *la notion de « circonstances exceptionnelles » (…) n'est toujours pas définie de manière positive par le texte en projet et peut donc viser un nombre indéfini d'hypothèses* » laissant subsister « *l'insécurité juridique* ».
Elle cite également la note de politique générale du Secrétaire d'Etat qui souligne le besoin d'un « *cadre législatif (…) clair* » et d'une « *politique transparente* », une présentation de l'Office des étrangers selon laquelle les décisions doivent être « transparentes » et « objectives », ainsi que la Charte de l'utilisateur des services publics du 4 décembre 1992.
Elle estime, *a contrario*, que « *L'article 9bis n'est ni clair, ni précis, ni transparent et par conséquent la décision litigieuse ne l'est pas d'avantage* ». Elle reprend différentes déclarations du Directeur général de l'Office des étrangers selon lequel l'Office des étrangers « *suit les critères imposés par le ministre* ».
Elle souligne que « *Des critères existent donc, mais ne sont volontairement pas communiqués ; alors que dans le même temps, le directeur général et le Secrétaire d'Etat ne cessent de plaider la transparence dans leurs actions* ». Elle estime que « *ces critères doivent être rendus publics* » et que « *Ce procédé volontairement opaque provoque l'arbitraire et l'insécurité juridique et méconnait le principe de transparence s'imposant à l'administration* ».
Elle indique que « *le requérant reste sans comprendre quel critère il aurait pu/du invoquer pour être régularisé, comme le sont d'autres personnes étrangères, en méconnaissance des principes d'égalité et de non-discrimination, de transparence, de sécurité juridique et prohibant l'arbitraire administratif* ».
Elle ajoute qu' « *Il n'existe aucune justification objective à ce que l'article 9ter de la loi contienne des critères précis de régularisation médicale et que l'article 9bis n'en contienne aucun* » et que « *Cela est d'autant plus discriminatoire qu'aucune redevance n'est requise pour introduire une demande 9ter et que tel est le cas pour une demande 9bis* ».

Elle précise, au sujet de la redevance, que celle-ci est « *la contrepartie d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément et elle doit être proportionnée au coût du service fourni ; Si une redevance est imposée pour l'introduction d'une demande 9bis, l'autorité doit justifier des critères qu'elle applique pour examiner cette demande puisque cela rentre en compte pour la proportionnalité du coût du service qu'elle fournit* » et qu' « *Un régime d'autorisation soumis à redevance doit être fondé sur des critères objectifs, non discriminatoires et susceptibles d'être connus à l'avance des personnes concernées* ».
Elle demande au Conseil, avant dire droit, de saisir la Cour Constitutionnelle de la question suivante : « *L'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers, en ce qu'il se contente d'évoquer des circonstances exceptionnelles pour revendiquer le séjour qu'il prévoit, sans définir positivement ces circonstances, ne méconnait-il pas les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, dès lors que les articles 9ter, 10, 12bis, 40, 40bis, 40ter, 48/3, 48/4 et 58 (notamment) de la même loi énoncent de façon positive les conditions que doivent remplir les ressortissants étrangers pour revendiquer le séjour qu'ils régissent ?* ».

3.4. La partie requérante soulève, dans une troisième branche, la violation de l'article 6.4 de la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après, la « Directive 2008/115/CE » ou la « directive retour »).

Elle indique que « *Selon la décision, l'article 9bis de la loi ne constitue pas une transposition de l'article 6.4 précité ; elle ne conteste cependant pas l'application des articles 1er et 15 de la Charte , et donc du droit de l'Union. L'ordre de quitter constitue une décision de retour. Le refus 9bis est également une mesure de retour, terme qu'il reprend à de multiples reprises, en invitant le requérant à y obtempérer pour introduire sa demande* ».
Elle cite l'article 6.4 de la Directive 2008/115/CE, ainsi que ses 6ème et 24ème considérants.
Elle rappelle que « *Le projet de loi du 19 octobre 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 (…) « a pour objet de transposer partiellement dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les dispositions de la directive 2008/115/CE (…). La législation et réglementation belges satisfont déjà à certaines dispositions. Il est renvoyé à ce sujet au tableau de concordance joint en annexe* » ».
Elle estime que « *L'indication de l'article 9bis dans le tableau de concordance comme étant la transposition de l'article 6.4 ne peut être une erreur, s'agissant du respect par le défendeur des obligations lui incombant par l'article 20 de la directive retour (…)* ».
Elle cite le rapport de la Commission européenne du 2 décembre 2020 relatif à la mise en œuvre de la directive retour qui indique qu' « *il est possible d'accorder un titre de séjour au sens de l'article 6. paragraphe 4, de la directive. Il est positif de constater que dans certains États, comme aux Pays-Bas, en Belgique et en Pologne, cela peut intervenir à la suite d'une évaluation d'office après un refus (…)* [le recours à l'article 6.4 de la Directive 2008/115/CE] *contribuerait aussi à faire sortir les personnes concernées du flou administratif dans lequel elles pourraient se trouver* ».
Elle conclut qu' « *Il ressort tant du tableau de concordance transmis à la Commission que de l'évaluation faite par celle-ci que l'article 6.4 de la directive retour est bien transposé dans l'article 9bis de la loi sur les étrangers. La Commission félicite donc la Belgique pour délivrer des titres de séjour sur base de l'article 6.4 de la directive, mais précise que le flou administratif doit être évité, et le voit comme une garantie procédurale, ce qui implique l'existence de critères objectifs lorsque ces titres de séjour sont refusés. Le 6ème considérant de la directive ne limite pas son champ d'application aux seuls cas où les États membres mettent fin au séjour irrégulier de ressortissants de pays tiers. L'exigence de tenir compte de critères objectifs s'impose à toutes les décisions prises en vertu de la directive retour et ce conformément aux principes généraux du droit de l'Union européenne et des principes d'égalité et de non-discrimination dont le respect est garanti par les articles 20 et 21 de la Charte et autres visés au moyen. Si un Etat membre prend une décision sur base de la faculté prévue à l'article 6.4, 1ère phrase, de la directive, il doit respecter les principes généraux de l'Union et donc tenir compte de critères objectifs, seuls susceptibles d'éviter l'arbitraire et les discriminations (CJUE, arrêt Al Chodor du 14 mars 2017, C-528/15, § 28). A défaut de faire référence à de tels critères pour rejeter la demande du requérant, la décision méconnaît l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE, lu en conformité avec ses 6ème et 24ème considérants, les articles 9bis et 62§2 de la loi sur les étrangers, lus en conformité avec l'article 6.4 précité, ainsi que les principes et dispositions de la Charte visés au moyen* ». Elle estime que « *Dès lors que se pose la question de l'interprétation d'une norme de droit européen et de la transposition de celle-ci en droit interne, il y a lieu, avant de se prononcer sur le bien-fondé du moyen et en application de l'article 267, alinéa 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, de poser une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne. La question a été posée par jugement rendu le 14 janvier 2022 par le tribunal de première instance de Liège. Dans l'administration d'une bonne justice, réserver à statuer dans l'attente de l'arrêt que rendra la CJUE en réponse à la question déjà posée par la juridiction liégeoise* ».

3.5. La partie requérante soulève un quatrième grief tiré de la violation des obligations environnementales de l'Etat belge et des articles 2 et 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après, la CEDH) et 2, 35 et 37 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après, la Charte).
Elle rappelle que « *Les articles 2 de la CEDH et de la Charte garantissent le droit à la vie. Selon la jurisprudence de la Cour de Strasbourg, cela implique une obligation négative des Etats de ne pas mettre intentionnellement fin à la vie de ses ressortissants et une obligation positive de mettre tout en œuvre afin de protéger la vie de ses ressortissants. L'article 8 de la CEDH garantit le droit à la vie privée et familiale* ».
Elle cite l'article 2 de l'Accord de Paris et souligne que « *Cet accord, signé à Paris le 12 décembre 2015 et entré en vigueur le 4 novembre 2016 est un traité, donc il est juridiquement contraignant* ».
Elle indique que « *la Belgique (Etat fédéral et les trois régions) a été condamné en juin 2021 par le Tribunal de Première instance de Bruxelles pour inaction en matière de climat. La Belgique a été condamnée sur base de la violation du Code civil mais aussi et surtout de l'article 2 de la CEDH* ».
Elle note encore que « *le GIEC vient de sortir un nouveau rapport alarmant sur la situation climatique* ». Elle indique que « *la décision attaquée indique à maintes reprises au requérant de retourner dans son pays d'origine pour réintroduire la demande qu'il a déjà formulée en Belgique. Le défendeur impose donc au requérant d'effectuer des milliers de KM pour rentrer introduire une demande de visa long séjour, puis de revenir en Belgique une fois la demande acceptée, à supposer qu'elle le soit, ce que la décision ne garantit pas. Ce trajet reviendrait à une empreinte carbone de milliers de kgC02, simplement pour introduire une demande visa depuis le pays d'origine du requérant au lieu de leur permettre de le faire depuis la Belgique, où il se trouve déjà. Imposer au requérant , déjà présent sur le territoire belge, de parcourir des milliers de kilomètres afin d'introduire une demande dans son pays alors que cette demande est déjà introduite en Belgique est tout à fait disproportionné au vu des circonstances climatiques dramatiques actuelles et méconnait les articles 2 et 8 CEDH, 2, 35 et 37 de la Charte, ainsi que l'article 2 de l'Accord de Paris sur le climat* ».

3.6. La partie requérante soulève un cinquième et dernier grief tiré de la violation de la vie privée et familiale du requérant. Elle souligne que les exigences de l'article 8 de la CEDH sont de l'ordre de la garantie, que cette disposition prévaut sur celles de la Loi et que l'administration est tenue de se livrer à un examen aussi rigoureux que possible de la cause.
En l'espèce, elle indique qu' «*il n'est pas contesté que depuis avril 2021, le requérant vit avec sa sœur et l'aide au quotidien, ainsi qu'en attestent, notamment ladite sœur, mais également le* [Dr A.] *qui la suit. La décision évoque des aides fournies par des associations et la mutuelle. S'il n'est pas impossible pour le requérant de faire appel à l'aide de diverses associations pour assister sa sœur durant son absence temporaire, le défendeur omet d'une part le fait qu'il s'occupe seul de sa sœur depuis avril 2021 et que ces aides extérieures sont nécessairement limitées en termes d'horaire et quant à la nature des services rendus, incomparables avec ceux d'un frère, membre proche de la famille, présent 24H/24. En cela, la décision rétrécit la notion de circonstance exceptionnelle aux seuls éléments qui rendent un retour temporaire impossible alors que cette notion englobe également les circonstances rendant pareil retour particulièrement difficile. Elle méconnait également le principe de proportionnalité et les articles 8 CEDH , 5 de la directive retour, 7, 9bis, 62§2 et 74/13 de la loi (CCE, arrêt 260392 du 9 septembre 2021)* ».

4. Examen du moyen

4.1. S'agissant du premier grief relatif à l'absence de base réglementaire, le Conseil rappelle que les travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006, ayant inséré l'article 9*bis* dans la Loi, précisent qu'*« étant donné que, même après l'instauration de plusieurs nouveaux statuts de séjour, il n'est pas exclu qu'il se présente des situations non prévues par le législateur, mais qui justifient l'octroi d'un titre de séjour, un pouvoir discrétionnaire continue à être conféré au ministre de l'Intérieur. Il serait en effet utopique de croire qu'en la matière, chaque situation peut être prévue par un texte réglementaire. La compétence discrétionnaire accordée au ministre doit notamment lui permettre d'apporter une solution à des cas humanitaires préoccupants. L'application dudit article doit cependant rester exceptionnelle. On sait par expérience qu'une demande est souvent introduite indûment auprès du ministre pour user de sa compétence discrétionnaire. Pour éviter que la disposition contenue dans le nouvel article 9bis ne devienne une « ultime » voie de recours, on a décrit plus précisément les modalités d'application. Comme c'est le cas jusqu'à présent, il faut, pour obtenir une autorisation de séjour, que la demande ait été adressée depuis l'étranger. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que l'autorisation peut être demandée en Belgique. Aucune modification n'est apportée à l'interprétation de la notion de circonstances exceptionnelles. La jurisprudence du Conseil d'État définit les circonstances exceptionnelles comme étant « des circonstances qui font qu'il est très difficile, voire impossible, pour un étranger de retourner dans son pays d'origine ».* […]» (Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2478/01, p. 10 à 12).
Il découle donc de la *ratio legis* de l'article 9*bis* de la Loi que le législateur n'a nullement entendu définir les circonstances exceptionnelles qui justifient qu'une demande d'autorisation de séjour puisse être introduite en Belgique. La partie défenderesse dispose d'un large pouvoir discrétionnaire dans l'examen de telles circonstances, ce qui explique que les décisions d'irrecevabilité des demandes de régularisation ne soient pas prises sur base d'un « modèle d'annexe ».

Au vu de cette *ratio legis*, l'argumentation de la partie requérante ne peut donc être suivie.

4.2. S'agissant du deuxième grief relatif à la violation des principes de sécurité juridique et de transparence, la partie requérante invoque l'absence de définition de la notion de « circonstance exceptionnelle » et affirme en substance ne pas pouvoir comprendre en quoi les éléments avancés dans la demande de régularisation ne sont pas des circonstances exceptionnelles. A cet égard, même si cette notion n'est pas définie par la loi, il apparait que la jurisprudence constante du Conseil permet au requérant de comprendre aisément ce qu'il convient d'entendre par circonstance exceptionnelle, à savoir toute circonstance qui rend impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour. Cette interprétation a, en outre, été admise par la Cour constitutionnelle dans son arrêt 72/2016 du 25 mai 2016 dans lequel elle a admis qu'une notion juridique était définie par la loi lorsque le justiciable était en mesure, à partir du libellé de celle-ci et à l'aide de son interprétation par les juridictions, de la comprendre, ce qui est clairement le cas en l'espèce.

Quant à la méconnaissance des principes d'égalité et de non-discrimination, le Conseil n'aperçoit pas en quoi ces principes auraient été méconnus. D'une part, le requérant se contente de faire état de considérations vagues à ce sujet. D'autre part, il ne suffit pas d'invoquer la violation de ces principes, encore faut-il démontrer en quoi des situations comparables ont été traitées différemment, *quod non in specie*.

Concernant le large pouvoir discrétionnaire de la partie défenderesse, le fait de disposer d'un tel pouvoir discrétionnaire ne peut engendrer un arbitraire administratif ou encore des discriminations, lesquelles n'ont, par ailleurs, nullement été démontrées par le requérant, de sorte que rien ne permet d'affirmer que la procédure n'est pas transparente.

Le Conseil d'Etat, dans son arrêt n° 239.999 du 28 novembre 2017, a en outre estimé que « *L'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 répond aux exigences de prévisibilité. En effet, cette disposition indique clairement à l'étranger qu'il ne peut demander une autorisation de séjour auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne que lorsqu'existent des circonstances exceptionnelles, soit comme le relève le premier juge des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande d'autorisation, et à la condition que l'étranger dispose d'un document d'identité* ».

Il résulte de ce qui précède que l'argumentation de la partie requérante ne peut être suivie et que la question préjudicielle que la partie requérante suggère de poser à la Cour Constitutionnelle n'est pas nécessaire pour la solution du présent recours.

Il résulte de ce qui précède que l'argumentation de la partie requérante ne peut être suivie.

4.3. S'agissant du troisième grief relatif à la méconnaissance de l'article 6.4 de la directive « retour », dès l'instant où une directive est transposée en droit interne, son invocation directe n'est plus possible sauf à démontrer que la transposition en est incorrecte, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce. Le requérant n'a pas indiqué précisément quelle disposition n'aurait pas été valablement transposée en droit belge de sorte que l'invocation de cette disposition manque en droit.

Concernant l'argumentation selon laquelle les décisions prises en application de l'article 9 *bis* de la Loi doivent se référer à des critères objectifs dès lors que cette disposition constitue la transposition de l'article 6.4 de la directive « retour », il convient tout d'abord de rappeler que la procédure visée à l'article 9*bis* de la Loi ne constitue pas une transposition de l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE, dès lors que cette procédure est issue de l'ancien article 9, alinéa 3, de la même loi, lequel est antérieur à la directive suscitée. Il doit par conséquent être interprété de façon autonome et en référence au seul droit interne.

L'article 6.4 de la directive 2008/115/CE offre une simple faculté aux Etats membres d'accorder un séjour pour des raisons « *charitables, humanitaires ou autres* » aux ressortissants d'Etats tiers en séjour irrégulier sur leur territoire. Il ne peut en effet nullement être déduit des termes de l'article ainsi invoqué par le requérant une obligation à charge des Etats membres d'examiner lesdits éléments en vue d'accorder un titre de séjour sur cette base.

Dès lors, l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE n'a pas pour objet de prévoir la possibilité pour un Etat membre d'octroyer un titre de séjour pour motifs humanitaires, charitables ou autres, mais de prévoir les conséquences d'une telle décision sur la prise d'une « décision de retour » au sens de ladite directive. Le Conseil d'Etat a considéré à cet égard, dans son arrêt n° 239.999 du 28 novembre 2017, qu' « *Il est manifeste que l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE n'a pas pour objet d'imposer aux États membres*

de prévoir dans leur droit interne la possibilité d'accorder un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres. Cette disposition ne prescrit pas d'obligation aux États membres mais leur offre seulement à la faculté de déroger à l'obligation que leur impose l'article 6.1 de la directive précitée » et a précisé que l'exception visée à l'article 6.4 précité a pour objet de permettre *« […] aux États membres de ne pas prendre de décision de retour ainsi que de suspendre ou d'annuler une telle décision déjà adoptée lorsqu'ils décident d'octroyer un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres à un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire* ».

Il s'en déduit que si l'article 9*bis* de la Loi correspond à l'une des possibilités « […] *d'accorder un titre de séjour autonome ou une autre autorisation conférant un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres à un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur leur territoire* » auxquelles se réfère l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE, le Conseil ne peut toutefois souscrire à la thèse du requérant qui semble soutenir que toute décision fondée sur cette disposition constitue une mise en œuvre de ladite directive.

Le Conseil ne peut, par conséquent, suivre l'argumentation selon laquelle toute décision prise en application de l'article 9*bis* précité devrait l'être sur la base de « critères objectifs » en application du considérant n° 6 de la directive 2008/115/CE. Outre que ce considérant, repris dans le préambule de la directive, ne constitue en aucun cas une règle de droit dont le requérant peut invoquer la violation, il est formulé de la manière suivante : « *Les États membres devraient veiller à ce que, en mettant fin au séjour irrégulier de ressortissants de pays tiers, ils respectent une procédure équitable et transparente. Conformément aux principes généraux du droit de l'Union européenne, les décisions prises en vertu de la présente directive devraient l'être au cas par cas et tenir compte de critères objectifs, ce qui implique que l'on prenne en considération d'autres facteurs que le simple fait du séjour irrégulier. Lorsqu'ils utilisent les formulaires types pour les décisions liées au retour, c'est-à-dire les décisions de retour et, le cas échéant, les décisions d'interdiction d'entrée ainsi que les décisions d'éloignement, les États membres devraient respecter ce principe et se conformer pleinement à l'ensemble des dispositions applicables de la présente directive* ».
Ainsi, outre le fait que l'article 9*bis* ne constitue pas, en tant que tel, une mise en œuvre de l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE, il convient de constater que les décisions prises en vertu de cette disposition n'ont pas pour objet de « mettre fin au séjour irrégulier ».
Il ne saurait dès lors être déduit de cet article et de ce considérant que la notion de « circonstance exceptionnelle » visée à l'article 9*bis* de la Loi devrait être définie de manière plus précise par le Législateur belge.

Au vu de ce qui précède, il s'avère que la question préjudicielle que la partie requérante souhaite voir posée à la Cour de justice de l'Union européenne s'avère sans pertinence.

Il résulte de ce qui précède que l'argumentation de la partie requérante ne peut être suivie.

4.4. S'agissant du quatrième grief relatif à la violation des obligations environnementales de l'Etat belge, des articles 2 et 8 de la CEDH et des articles 2, 35 et 37 de la Charte, le Conseil observe que le requérant n'a jamais invoqué les conséquences d'un retour au pays d'origine sur le plan environnemental à titre de circonstance exceptionnelle à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, en manière telle qu'il n'est pas fondé à élever un

grief sur ce point à l'encontre de la partie défenderesse qui ne pouvait qu'ignorer cet élément à défaut de l'avoir porté à sa connaissance avant la prise de l'acte attaqué.

Par conséquent, le quatrième grief n'est pas non plus fondé.

4.5. S'agissant du dernier grief relatif à la violation de l'article 8 de la CEDH, le Conseil d'Etat et le Conseil ont déjà jugé que « *le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de [la CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de [la CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de [la CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait* » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour d'arbitrage a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu' « *En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise* » (considérant B.13.3).

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9*bis* de la Loi d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

La violation alléguée de l'article 8 de la CEDH n'est, dès lors, nullement démontrée en l'espèce.

5. Débats succincts

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt et un mars deux mille vingt-trois, par :

Mme M.-L. YA MUTWALE,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme A. KESTEMONT	greffière.

La greffière,	La présidente,
A. KESTEMONT	M.-L. YA MUTWALE